Shmuel Trigano, *L'Avenir des Juifs de France*

Paris, Grasset, 2006, 316 p.

Joëlle Allouche-Benayoun

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/7372>

DOI : 10.4000/assr.7372

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 97-251

ISBN : 978-2-7132-2143-9

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Joëlle Allouche-Benayoun, « Shmuel Trigano, *L'Avenir des Juifs de France* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 138 | avril - juin 2007, document 138-91, mis en ligne le 17 septembre 2007, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/7372> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.7372>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Shmuel Trigano, *L'Avenir des Juifs de France*

Paris, Grasset, 2006, 316 p.

Joëlle Allouche-Benayoun

- 1 C'est à une réflexion de fond sur les mutations de la société française, et leurs conséquences sur la place accordée aux juifs, que nous invite ce très stimulant essai de réflexion sociopolitique de Shmuel Trigano, professeur à l'université Paris X-Nanterre, philosophe et sociologue.
- 2 Dès le départ, l'auteur nous invite à accepter un postulat : « les Juifs existent », et poursuit-il, « (ils existent) sans guillemets ni parenthèses, ils ne sont ni un mythe, ni un spectre, ni une grande cause, ni une malédiction mais ils occupent simplement une place dans le paysage qu'offre l'humanité... » Livre de réflexion, mais aussi de colère et d'alerte, il développe la thèse selon laquelle depuis les années 1980 et l'attentat de la rue Copernic jusqu'aux attaques antisémites de ces dernières années (2000-2005) les juifs ont été instrumentalisés par les pouvoirs politiques, peu à peu communautarisés, et d'une certaine façon sortis de la citoyenneté.
- 3 Que s'est-il passé ?
- 4 Le malaise n'a fait que croître depuis vingt-cinq ans entre la France et ses citoyens français d'origine juive : l'augmentation des agressions antisémites voit le pays passer des grandes manifestations de solidarité après Copernic et Carpentras dans les années 1980, à l'absence de manifestations après la vague d'agressions des années 2000 ou après le meurtre horrible du jeune Ilan Halimi, où les juifs manifestent seuls.
- 5 Au sortir de la guerre et, de manière plus évidente, dans les années 1960 et la vague identitaire de l'après-68, les juifs en France sont des citoyens parfaitement intégrés dans la République, et, en même temps, porteurs d'une identité juive forte qui repose sur quatre piliers : leur citoyenneté, le judaïsme comme religion/tradition, la mémoire douloureuse du génocide, et la proximité affective avec l'État d'Israël. L'accusation de « communautarisme » jetée aux juifs depuis 2000 (le début de la deuxième intifada en Israël) a ruiné ce modèle, et, du même coup, délégitimé la place des juifs au sein de la

société. Ces années ont vu s'établir une politique et des pratiques de déni de l'antisémitisme, au mépris de la réalité des faits. Bien pire, ce déni s'est accompagné d'accusations de racisme anti-arabe

- 6 Le cadre général dans lequel cela s'inscrit, c'est la progressive et insidieuse disparition de l'État-nation avec la construction de l'Europe, qui fragilise l'État et favorise le retour vers des entités régionales. Et là les juifs souffrent de ne pas avoir de territoire (comme l'a montré Pierre Birnbaum) dans un pays dans lequel l'identité nationale est en crise. Face aux difficultés d'intégration d'une partie de la population musulmane, les pouvoirs politiques dès 1981 vont ériger la « communauté » juive en exemple dont doit s'inspirer la « communauté musulmane ». Et vont assimiler, à travers des groupes comme SOS Racisme, les juifs à des immigrés, en quelque sorte à une communauté étrangère à son propre pays, oubliant que la présence juive en France est bi-millénaire, que les juifs sont des citoyens de plein exercice depuis deux cents ans, que la Révolution française ne voulait voir en eux que des individus et pas une « Nation », une « communauté » organisée ! Tout est en place pour s'alarmer ensuite des « tensions inter-communautaires », multiplier les appels au calme aux deux « communautés », mettre en place de fausses symétries, et en même temps nier l'antisémitisme porté par une frange de la population musulmane ! Trigano pointe les dérives mitterrandiennes qui consacrent le CRIF, avec l'assentiment de ses dirigeants, comme instance représentative des juifs de France, alors qu'il ne l'est que des associations juives, ou qui remercient les « communautés » juives et musulmanes de s'être bien tenues pendant la première guerre du Golfe...
- 7 Déjà au moment de l'unanimité solidaire qui suivit l'attentat de la synagogue de la rue Copernic, Trigano pointe une faille : malgré les évidences, les manifestants manifestaient avec d'autant plus de vigueur qu'ils pensaient que le coupable était Le Pen et l'extrême-droite. La découverte de l'origine palestinienne du crime calma les ardeurs... Plus de vingt ans après, les agresseurs de synagogues, de rabbins, de jeunes juifs sont dans la plupart des cas de jeunes musulmans, et la gauche au pouvoir, dans un premier temps, refusera la qualification d'antisémite pour désigner les agresseurs. Dans le même temps, un véritable déluge mémoriel autour de la Shoa (le mot même, hébreu, est passé dans la langue française) accrédite l'idée d'un judaïsme mort, mais paré de toutes les qualités, et qui attire toutes les compassions...
- 8 Quel avenir alors pour les juifs de France ?
- 9 Trigano envisage trois scénarios possibles de sortie de crise : la dissolution de l'identité juive dans l'identité française, l'invention d'une nouvelle identité française, le départ de France. Le rabbin Josy Eisenberg à qui l'on posait une question du même genre, fit cette réponse pleine d'humour : « C'est pas grave, il n'y a que deux endroits où les Juifs sont en danger aujourd'hui : en Israël, et dans la Diaspora »...
- 10 On l'aura compris : la lecture de l'ouvrage n'incite pas à l'optimisme.